



REPUBLIQUE FRANCAISE
Liberté - Egalité – Fraternité

ARRETE DU MAIRE N°5623/2018
AUTORISATION D'UTILISATION DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL, STADE DIDIER BOUTTEN, AU PROFIT DE L'ASSOCIATION LA BOULE MAROLAISE, LE 26 MAI 2018

Le Maire de la Commune de Marolles-en-Brie,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L.2212-2, L.2212-22, L.2212-5, L.2313-6,
- Vu les articles L.2125-1 et suivants du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques,
- Vu les articles L.113-2 et R.116-2 du Code de la voirie,
- Vu la délibération 2458/2017 votée en Conseil Municipal du 29/06/2017 approuvant le règlement de voirie et fixant le montant des redevances d'occupation du domaine public,
- **Considérant** la demande en date du 16 avril 2018 par laquelle Monsieur Jean-Luc OLIVE, président de l'association LA BOULE MAROLAISE, sollicite l'autorisation d'occuper le domaine public communal en vue d'organiser un tournoi annuel de pétanque,
- **Considérant** qu'il convient de définir les conditions d'organisation de ladite occupation du domaine public.

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Jean-Luc OLIVE est autorisé à occuper le Stade Didier BOUTTEN situé sur la route de Marolles à Marolles-en-Brie, en vue d'organiser un tournoi annuel de pétanque.

ARTICLE 2 : Cette autorisation est accordée à titre précaire pour la journée du samedi 26 mai 2018 de 8 h 00 à 20 h 00.

ARTICLE 3 : Le permissionnaire s'engage à restituer les lieux occupés dans un parfait état de propreté. En cas de détériorations ou de dégradations constatées, la commune fera procéder aux travaux de remise en état aux frais de celui-ci.

ARTICLE 4 : Le permissionnaire devra répondre aux obligations générales de sécurité. Il devra également se conformer aux prescriptions ci-après :

- garantir une voie de circulation pour les véhicules d'incendie et de secours ;
- maintenir un passage d'au moins un mètre vingt pour permettre la circulation des personnes à mobilité réduite et des piétons sur le domaine public.

ARTICLE 5 : La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire, des conditions précitées ou pour toute autre raison d'intérêt général.

ARTICLE 6 : Le Commissariat de Police de Boissy-Saint-Léger est chargé de l'exécution du présent arrêté et sera destinataire d'une ampliation. La présente autorisation devra être présentée, sur leur demande, aux agents de l'autorité.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté sera transmis au :

- Commissariat de Police de Boissy-Saint-Léger,
- A l'intéressé.

Fait à Marolles-en-Brie, le 26 avril 2018,



Par déléation,
Jean-Michel CARIGI,
1^{er} adjoint au Maire.

